

## MINISTÈRE DES FINANCES

## Règlement d'ordre intérieur du collège des chefs de service de l'Administration des douanes et accises

(3631)

Article 1<sup>er</sup>. Le collège des chefs de service de l'Administration des douanes et accises, dénommé ci-après « le collège », est présidé par le Chef d'administration.

Le président du collège désigne le membre du collège qui le remplace en cas d'absence ou d'empêchement. A défaut de désignation, la présidence est assumée par le membre qui compte l'ancienneté la plus grande dans le rang 15.

Art. 2. La composition du collège des chefs de service est fixée conformément à l'arrêté ministériel du 20 novembre 1978 portant la création et la composition des collèges des chefs de service du Ministère des Finances et confiant à ces collèges certains pouvoirs en matière de carrière des agents de l'Etat (C.D. 134.901).

Art. 3. Lorsque le collège est appelé à examiner les titres à la nomination de candidats mis ou à mettre à la disposition de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts, l'Administrateur général des impôts peut adjoindre à ce collège, à titre consultatif, un ou plusieurs fonctionnaires de ladite administration du rang 13 au moins.

Il en est de même lorsque le collège est appelé à se prononcer sur d'autres mesures individuelles visant un agent mis à la disposition de l'Administration de l'inspection spéciale des impôts.

Art. 4. Le collège se réunit en principe une fois par mois.

Art. 5. Le collège, est convoqué par le président, lequel fixe la date de la réunion et établit l'ordre du jour.

Art. 6. La convocation contient l'ordre du jour de la réunion. Des notes succinctes exposant les questions à examiner ou les problèmes portés à l'ordre du jour y sont jointes.

Les membres du collège doivent être en possession de la convocation et des annexes au moins deux jours ouvrables francs avant la réunion, sauf en cas d'urgence. Dès que les convocations sont envoyées, tous documents ou dossiers relatifs aux questions qui y sont inscrites sont tenus à la disposition des membres.

Art. 7. Le membre du collège qui ne peut participer à la réunion peut communiquer ses remarques ou avis au président, qui les porte à la connaissance des autres membres avant le début de la discussion sur les points visés.

Art. 8. Le président assure le bon fonctionnement du collège, il ouvre et clôture les séances, dirige les débats et délibérations et se charge du bon déroulement des réunions.

Art. 9. Le collège ne peut délibérer ni voter valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents et pour autant que les membres présents n'appartiennent pas tous au même rôle linguistique.

Art. 10. Les décisions sont prises et les propositions et avis formulés à la majorité simple des votes exprimés. En cas de parité de voix, celle du président est déterminante.

Le procès-verbal reprend expressément le résultat du vote.

Art. 11. Lorsque le collège doit émettre un avis quant aux titres à la nomination d'un fonctionnaire faisant partie du collège ou est appelé à se prononcer sur d'autres mesures individuelles visant ce fonctionnaire, ou plus généralement quand un membre a un intérêt personnel à un point de l'ordre du jour, l'intéressé doit quitter la réunion pendant l'examen de ce point.

Art. 12. Les avis émis par les membres lorsque le collège agit à titre consultatif sont consignés au procès-verbal et accompagnent ou sont repris dans les propositions soumises pour décision à l'autorité compétente.

Art. 13. Le collège peut s'informer en séance au sujet des dossiers à traiter auprès de fonctionnaires appelés à cet effet.

## MINISTERIE VAN FINANCIËN

## Huishoudelijk reglement van het college van dienstchefs van de Administratie der douane en accijnzen

(0)

Artikel 1. Het college van dienstchefs van de Administratie der douane en accijnzen, hierna genoemd « het college » wordt voorgezeten door de Administratiechef.

De voorzitter van het college duidt het lid van het college aan dat hem in geval van afwezigheid of van verhindering vervangt. Bij ontstentenis van aanduiding wordt het voorzitterschap waargenomen door het lid dat de grootste anciënniteit in rang 15 telt.

Art. 2. Het college van dienstchefs wordt samengesteld overeenkomstig het ministerieel besluit van 20 november 1978 houdende oprichting en samenstelling der colleges van dienstchefs van het Ministerie van Financiën en waarbij aan deze colleges sommige bevoegdheden inzake de loopbaan van het rijkspersoneel worden toevertrouwd (D.I. 134.901).

Art. 3. Wanneer het college de aanspraken voor benoeming moet onderzoeken van kandidaten die ter beschikking zijn gesteld of zijn te stellen van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie kan de Administrateur-generaal van de belastingen, één of meer ambtenaren van de bedoelde administratie van ten minste rang 13 met raadgevende stem aan dit college toevoegen.

Hetzelfde geldt wanneer het college zich moet uitspreken over andere individuele maatregelen betreffende een ambtenaar die ter beschikking is gesteld van de Administratie van de bijzondere belastinginspectie.

Art. 4. Het college vergadert in principe éénmaal per maand.

Art. 5. Het college wordt bijeengeroepen door de voorzitter die de datum van de vergadering vaststelt en de agenda bepaalt.

Art. 6. Het oproepingsbericht bevat de agenda van de vergadering. Beknopte nota's betreffende de te bespreken kwesties of de op de agenda ingeschreven problemen worden aangehecht.

De leden van het college moeten, behalve in geval van hoogdringendheid, ten minste twee volle werkdagen vóór de vergadering in het bezit zijn van de oproeping en van de bijlagen. Van zodra de oproeping is verzonden worden alle bescheiden of dossiers betreffende de te onderzoeken aangelegenheden, ter beschikking van de leden gehouden.

Art. 7. Het lid van het college dat de vergadering niet kan bijwonen kan zijn opmerkingen of adviezen mededelen aan de voorzitter, die ze ter kennis van de andere leden brengt vooraleer de discussie van de bedoelde aangelegenheden aan te vatten.

Art. 8. De voorzitter verzekert de goede werking van het college, hij opent en sluit de zittingen, leidt de debatten en de beraadslagingen en zorgt voor het goede verloop van de vergaderingen.

Art. 9. Het college kan slechts geldig beraadslagen of stemmen indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is en voor zover alle aanwezige leden niet tot dezelfde taalrol behoren.

Art. 10. De beslissingen worden genomen en de voorstellen en adviezen geformuleerd bij gewone meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De notulen vermelden uitdrukkelijk de uitslag van de stemming.

Art. 11. Wanneer het college advies moet uitbrengen omtrent de aanspraken voor benoeming van een ambtenaar die deel uitmaakt van het college, of zich moet uitspreken over andere individuele maatregelen betreffende die ambtenaar, of meer algemeen wanneer een lid persoonlijk belang heeft bij een agendapunt, dient de betrokkene de vergadering te verlaten tijdens de behandeling van dat punt.

Art. 12. Wanneer het college adviserend optreedt, worden de door de leden uitgebrachte adviezen in de notulen opgenomen en gehecht aan of opgenomen in de voorstellen die ter beslissing aan de bevoegde overheid worden voorgelegd.

Art. 13. Het college kan zich in verband met de te behandelen dossiers ter zitting laten voorlichten door ambtenaren die daartoe opgeroepen worden.

Art. 14. Le collège désigne un secrétaire. Le secrétaire remplit sa mission sous l'autorité et la direction du président.

En cas d'absence du secrétaire, le président désigne un membre du collège pour le remplacer à la réunion.

Le secrétaire rédige le procès-verbal de la réunion. Il est responsable des activités du collège.

Art. 15. Un exemplaire du projet de procès-verbal est remis à titre confidentiel, au plus tard huit jours après la réunion, à chacun des membres du collège.

Dans les trois jours ouvrables à compter de la date de réception du projet de procès-verbal, les membres du collège y marquent leur accord ou formulent des remarques par écrit. En cas d'absence de réponse dans le terme fixé, l'intéressé est présumé approuver le projet. En cas de remarques, les points litigieux du projet sont examinés à la réunion suivante.

Art. 16. Le procès-verbal de la réunion est signé par le président et le secrétaire, après approbation par les membres du collège.

Un exemplaire en est transmis à chacun des membres du collège.

Art. 17. Les convocations aux réunions sont rédigées en français et en néerlandais.

Les procès-verbaux sont rédigés dans la langue du dossier.

Art. 18. Les membres du collège peuvent à tout moment consulter les archives auprès du secrétaire.

Art. 19. Les pièces soumises au collège ont un caractère confidentiel.

Le président, les membres et toute personne associée aux activités du collège sont liés par le secret en ce qui concerne les débats et délibérations, ainsi que pour toute information dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mission.

Art. 20. Le présent règlement d'ordre intérieur entre en vigueur le 1er octobre 1995.

#### Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770 du Code civil*

##### Succession en déshérence de Papegnies, René Louis

Papegnies, René Louis, veuf de Reine Hubert, né à Hornu le 21 mars 1914, fils de Papegnies, Antoine Jean Baptiste et de Letor, Louise Antoinette, décédés, domicilié à Watermael-Boitsfort, avenue Emile Van Becelaere 113, est décédé à Uccle le 16 décembre 1992, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 17 mai 1995, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 24 juillet 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement,  
Kesteleyn, W.

##### Succession en déshérence de Vanbrabant, Victorine

Vanbrabant, Victorine, veuve de Vander Elst, Guillaume, née à Bruxelles le 13 février 1926, fille de Vanbrabant, Antoine et de Cornelis, Maria, sans autres renseignements, domiciliée à Forest, square Manon 4, est décédée à Forest le 10 novembre 1990, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 10 mai 1995, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 24 juillet 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement,  
Kesteleyn, W.

Art. 14. Het college duidt een secretaris aan. De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

Bij afwezigheid van de secretaris, wijst de voorzitter een lid van het college aan om hem ter vergadering te vervangen.

De secretaris stelt de notulen van de vergadering op. Hij is verantwoordelijk voor het archief van het college.

Art. 15. Een exemplaar van het ontwerp van notulen wordt, uiterlijk acht dagen na de vergadering, vertrouwelijk toegezonden aan elk der leden van het college.

Binnen de drie werkdagen vanaf de datum van ontvangst van het ontwerp van notulen, delen de leden van het college hun goedkeuring mede of maken schriftelijke opmerkingen. Bij gebrek aan een antwoord binnen de gestelde termijn wordt de betrokkene geacht het ontwerp te hebben goedgekeurd. In geval van opmerkingen worden de betwiste delen van het ontwerp onderzocht tijdens de eerstvolgende vergadering.

Art. 16. De notulen van de vergadering worden door de voorzitter en de secretaris ondertekend, na goedkeuring door de leden van het college.

Een exemplaar ervan wordt aan elk lid van het college toegezonden.

Art. 17. De oproepingen voor de vergaderingen worden in het Nederlands en in het Frans gesteld.

De notulen worden opgemaakt in de taal van het dossier.

Art. 18. De leden van het college kunnen bij de secretaris steeds de archieven raadplegen.

Art. 19. De aan het college voorgelegde stukken hebben een vertrouwelijk karakter.

De voorzitter, de leden en ieder persoon die betrokken werd bij de werkzaamheden van het college zijn tot geheimhouding verplicht met betrekking tot de debatten, de beraadslagingen en elke foelichting waarvan zij kennis krijgen bij de uitoefening van hun opdracht.

Art. 20. Dit huishoudelijk reglement treedt in werking op 1 oktober 1995.

#### Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek*

##### Erfloze nalatenschap van Papegnies, René Louis

Papegnies, René Louis, weduwnaar van Reine Hubert, geboren te Hornu op 21 maart 1914, zoon van Papegnies, Antoine Jean Baptiste, en van Letor, Louise Antoinette, overleden, wonende te Watermael-Bosvoorde, Emile Van Becelaerelaan 113, is overleden te Ukkel op 16 december 1992, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 17 mei 1995, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 24 juli 1995.

De gewestelijke directeur der registratie,  
Kesteleyn, W.

(53332)

##### Erfloze nalatenschap van Vanbrabant, Victorine

Vanbrabant, Victorine, weduwe van Vander Elst, Guillaume, geboren te Brussel op 13 februari 1926, dochter van Vanbrabant, Antoine, en van Cornelis, Maria, zonder andere inlichtingen, wonende te Vorst, Manon-square 4, is overleden te Vorst op 10 november 1990, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 10 mei 1995, de bekendmakingen en aanplakkingen, voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 24 juli 1995.

De gewestelijke directeur der registratie,  
Kesteleyn, W.

(53333)